



PIERRE ROSANVALLON

" L' AGE DE L'AUTOGESTION "

Col. "Politique" LE SEUIL 1976 - 185 pages -

C'est un livre stimulant et neuf que nous offre aujourd'hui Pierre ROSANVALLON rédacteur en chef de la revue "CFDT AUJOURD'HUI".

Appuyé sur une solide culture philosophique, économique, scientifique... l'auteur tente au long de ces 180 pages d'explorer la nouveauté du concept d'autogestion qu'il considère comme le concept central à l'usage du 20ème siècle. "Au XVIIIème siècle le concept de démocratie a canalisé et exprimé les espérances révolutionnaires. Au XIXème siècle ce fut le tour du concept de socialisme. Notre thèse est que l'autogestion est destinée à jouer aujourd'hui le rôle qui fut auparavant celui de la démocratie et du socialisme". (P. 15).

le vieux et le neuf



Considérer l'autogestion comme une idée neuve surprendra sans doute certains. En effet, le langage autogestionnaire ne fait souvent que reprendre des théories sociales plus anciennes et l'autogestion est ainsi "parlée dans plusieurs langues qui restent largement étrangères les unes aux autres". L'auteur en repère 6 :

- Dans le langage technocratique il ne s'agit que d'un modèle de gestion décentralisée des entreprises, la démocratisation du management version socialiste de la DPO (direction participative par objectifs).
- Pour les libertaires, c'est le rêve d'un univers de petites communautés autosuffisantes.
- Dans le langage communiste, c'est la figure achevée vers laquelle tend le socialisme, "l'espérance d'une fusion possible entre les intérêts particuliers de l'individu et l'intérêt général de la société".
- Dans le langage conseilliste : c'est "l'organisation de la société comme une pyramide de conseils qui expriment le pouvoir des producteurs dans la société".
- Dans le langage "humaniste" l'autogestion est davantage une manière d'être qu'une forme de pouvoir". C'est le retour à la personne, la mise en avant de la nécessité d'établir des rapports sociaux plus ouverts et plus fraternels".
- Enfin dans le langage scientifique, l'autogestion est la "projection sur la société des lois de fonctionnement du biologique"... "C'est la possibilité de s'appuyer sur la créativité des masses pour permettre un bond en avant du développement économique".

Mais à quoi sert de parler d'autogestion pour reproduire des discours

déjà entendus ? Ne risque-t-elle pas d'être alors une "formule redondante et vide de sens" ?

Sans nier que l'autogestion est "récupération de la tradition" quand elle s'affirme comme socialisme démocratique, P. ROSANVALLON insiste sur son caractère d'innovation lorsqu'elle se propose "d'approfondir pratiquement le concept de démocratie en fonction des exigences technologique, culturelles et politiques d'aujourd'hui".

renaissance de la politique à l'intérieur du socialisme

Il faut constater d'abord une grave carence des socialismes du XIXème siècle : "N'ayant jamais élaboré une théorie du pouvoir politique le socialisme et le marxisme ont toujours oscillé entre la perspective utopique d'une fin du politique et les errements tactiques d'un pouvoir "réaliste" qu'il s'agisse d'ailleurs du réalisme social-démocrate ou du réalisme bolchevique" (36).

Le problème d'une théorie politique originale du socialisme reste posé et selon l'auteur, "l'autogestion peut alors se définir comme cette théorie politique nouvelle en train de se constituer et non comme la récupération de l'héritage proudhonien".

Gramsci, le premier a pris conscience de ce "creux politique" et il fut amené à découvrir "qu'une société qui n'est plus fondée sur l'exploitation et qui n'adhère pas à la perspective utopique de la fin du pouvoir se définit comme libérale au sens originel".

Libérale, le mot va sans doute faire sursauter, d'autant plus que P. ROSANVALLON entend poursuivre la réflexion inachevée de Gramsci : "l'autogestion ne se présente-t-elle pas comme une forme nouvelle de libéralisme politique ?" (P. 141).

Mais il s'en explique : le projet libéral originel (à ne pas confondre avec le libéralisme économique) "est de développer une authentique société civile contre le projet d'un Etat totalitaire Le libéralisme est donc avant tout une théorie de la séparation des pouvoirs et de la limitation du pouvoir d'Etat, mais dans le cadre d'une société égalitaire". (P.45).

Or, la "proposition autogestionnaire, fondée sur la propriété sociale des moyens de production et la planification démocratique, consonne avec le projet libéral de limitation du pouvoir étatique et d'un pouvoir propre de la société civile."

Mais n'est-ce pas contradictoire de vouloir aujourd'hui actualiser le projet libéral ? Sur ce point l'auteur avance quelques éléments de réponse. Pour lui la tâche du projet socialiste autogestionnaire est double. "Elle est d'abord de permettre que se reconstitue une véritable société civile dans un monde écrasé par la bureaucratie de l'Etat et le règne de la marchandise qui défigurent tous les rapports sociaux. La socialisation de la propriété est une condition de cette entreprise, mais elle n'est pas la seule".... "Elle est ensuite de réduire la taille de l'Etat en réadaptant ses tâches"... "de tuteur de la société et gardien de l'ordre économique bourgeois (il) doit devenir le pôle de la régulation sociale".

Ce n'est pas là un dépérissement du politique : ce rôle assigné à l'Etat suppose "un renforcement et une autonomisation de la société proprement politique comme lieu d'expression et de discussion des choix collectifs" (P. 47).

L'autogestion fonde ainsi une théorie politique nouvelle "elle hérite du marxisme la critique de la société bourgeoise et elle hérite du libéralisme le principe de la réduction du pouvoir de l'Etat et de la souveraineté de la société

civile. Mais elle ne les dépasse que parce qu'elle pose le problème du développement de la société politique comme non contradictoire avec un certain désengagement de l'Etat et une recreation de la société civile. Ce qui est nouveau" (P.48).

pratique vivante d'une démocratie véritable

Exercice collectif de la décision, l'autogestion entraîne une interrogation sur la démocratie. P. ROSANVALLON examine d'abord deux formes que l'on oppose chez les socialistes : la démocratie populaire - la démocratie directe.

La démocratie populaire est une "démocratie par destination", le pouvoir est exercé dans l'intérêt du peuple. La finalité démocratique apparaît comme l'essentiel alors que la qualité démocratique du processus de décision n'est qu'accessoire. Cette conception est inséparable de celle d'un parti d'avant-garde qui a le savoir total et objectif, la base n'ayant qu'un savoir partiel et subjectif.

La démocratie directe, le peuple assemblé et délibérant, entend au contraire supprimer tous les écrans entre la volonté populaire et la décision. Mais "naissant dans des situations historiques ou sociales particulières, elle ne dure pas.... elle manifeste une exigence, plus qu'elle n'exprime une structure de pouvoirs" (P.65). Dès qu'elle tend à s'instituer elle devient "le lieu privilégié des manipulations par les individus ou les groupes clandestins". Il est de sa nature "de devoir rester un moment exceptionnel et limité du moins dans un grand groupe".

Son sens est différent si on la conçoit comme un micro-démocratie à l'intérieur d'un petit groupe (atelier ou immeuble par exemple) "l'unité du vécu permet à un groupe de faible dimension d'exister comme lieu durable de pouvoir". Mais comment alors passer au niveau supérieur ?

Pour P. ROSANVALLON " si l'inspiration autogestionnaire se reconnaît dans le principe d'autodétermination des petits groupes elle ne partage pas la perspective conseilliste d'une organisation pyramidale des conseils qui revient pratiquement à renforcer les mécanismes de centralisation". Il note d'ailleurs que ce n'est pas un hasard si les principaux théoriciens du conseillisme ont également été les défenseurs d'un parti dirigeant centralisé et hiérarchisé.

Mais alors comment concevoir le fonctionnement démocratique à partir d'une théorie réaliste du pouvoir ? "L'autogestion, nous dit l'auteur, à plus à gagner et à apprendre de MACHIAVEL, HOBBS, MICHELS ou PARETO que de ROUSSEAU ou FOURIER".

Pour lui, six problèmes conditionnent l'avancée vers une société autogestionnaire :

- 1) La question de la publicité du pouvoir qui est inséparable de la définition des sujets concrets du pouvoir (individus, groupes, organisations).
- 2) La question de l'autorité du pouvoir : la société autogestionnaire dissout-elle toute autorité dans la société ? P. ROSANVALLON ne le pense pas : "ce qui est en cause, c'est la personnalisation de l'autorité, la soumission à l'autorité extérieure la sécurisation par l'autorité". " Dans une société autogérée l'autorité devient le produit par la société de ses normes propres de reconnaissance, la société devient sa propre autorité". (P.72).
- 3) La question de la compétence et de la hiérarchie : le stalinisme se caractérise par la confusion achevée du pouvoir et du savoir théorique.



4) La question de la direction et des dirigeants : principe de rotation et de révocation sont insuffisants si l'on ne dispose pas d'une quantité suffisante de dirigeants potentiels et si leur situation est pas trop privilégiée.

5) La dimension : "la possibilité d'articuler des micro-démocraties locales avec des macro-démocraties globales renvoie à une société informationnelle". Cette société est conçue comme un tissu démocratique serré et non pas comme une pyramide.

6) Les lieux de pouvoir : "l'autogestion n'implique pas que chacun soit actif dans tous les lieux de la vie sociale : à l'entreprise dans les quartiers, dans les associations diverses auxquelles il participe. L'autogestion suppose pour chaque individu la définition de priorités personnelles dans les centres d'intérêts. La condition et la conséquence en sont la constitution d'une société multidimensionnelle dont le travail ne soit plus le seul centre de référence" (P. 80).

plaidoyer pour l'expérimentation →

Posant ces problèmes, l'auteur n'entend nullement proposer un cadre de solutions qui constituerait un modèle, un "carcan de recettes". "la définition d'une société autogestionnaire c'est une société qui s'institue et se construit elle-même... L'autogestion est à la fois une méthode et une perspective du changement social". (P.83)

En conséquence l'Etat doit garantir un droit à l'expérimentation sociale, la société autogérée se construisant à partir des initiatives de la société civile, c'est-à-dire dans les entreprises, dans les quartiers, dans les localités.

Pour P. ROSANVALLON il s'agit là d'une "rupture radicale dans la conception qu'une société a d'elle-même. C'est pour la première fois une société qui se conçoit comme un laboratoire social, un organisme vivant. Elle est tout le contraire d'une société sans histoire, ce à quoi rêvait au fond Marx avec tous les positivistes du 19ème siècle pour qui l'avenir se présente comme une cloture" (P.88). La démarche autogestionnaire, c'est aussi une nouvelle façon de vivre le temps de la politique qui n'est plus celui d'une coupure entre l'attente de l'avant et l'action de l'après".

Mais s'il n'y a plus de coupure c'est donc qu'on peut mettre en oeuvre dès aujourd'hui une stratégie d'expérimentation. Essayant de théoriser ceci, l'auteur, après avoir réglé son compte à l'analyse de la société en terme de "structures", précise bien qu'il ne s'agit pas d'instaurer "des îlots d'expérimentation socialiste dans le capitalisme", rêve de tous les réformistes depuis plus d'un siècle.

Selon lui, l'expérimentation permet de développer des "contre-institutions", de déséquilibrer "le rapport toujours instable entre l'instituant et l'institué", de créer "des événements à résonance symbolique" (cas de Lip) donnant ainsi à voir et à penser autrement, de rompre "le dualisme préparation:action de la révolution" (P.101).

La perspective autogestionnaire veut "vivre demain dans les luttes d'aujourd'hui"... "elle ne s'épuise pas dans l'attente d'un mythe libérateur. Les ruptures ne sont plus perçues que comme des moments d'accélération et de consolidation et non comme pur avènement".

Chemin faisant P. ROSANVALLON considère comme relativement stérile le débat sur la "récupération, ce vol de l'avenir socialiste par le présent capitaliste. La crainte de la récupération ne se conçoit que dans une perspective linéaire du temps et une lecture purement structurale de la société. Car la dynamique révolutionnaire invite au contraire à produire de la récupération jusqu'à en donner une indigestion au système". (P.100).

appropriation des moyens de pouvoir



Pour pouvoir pratiquer la démocratie, il faut dépasser la seule question de la socialisation des moyens de production pour "envisager la socialisation de l'ensemble des moyens de pouvoirs". Mais ceci ne saurait se concevoir dans des structures inchangées. L'on ne peut, par exemple, envisager tel quel le transfert de la propriété bourgeoise en propriété socialiste.

"L'autogestion se présente d'abord comme une destructuration de la propriété comme institution sociale.... Elle redistribue les droits attachés à la propriété classique entre différentes instances (au niveau de l'entreprise de la région, de l'Etat, des collectivités diverses) et ne les remet donc pas tous ensemble entre les mains d'un même agent collectif. En ce sens, elle représente une véritable déappropriation". (P.114). On peut dire que ce sont les rapports entre les droits de l'autogestion des travailleurs dans l'entreprise et les droits de la planification démocratique dans ces différentes instances locales, sectorielles, régionales, nationales, qui définissent pratiquement la "propriété" sociale.

Mais le problème se présente aussi sous d'autres angles : peut-on concevoir l'autogestion à l'intérieur de grands groupes industriels sans démantèlement préalable ? "La taille des grands groupes résulte beaucoup plus de conditions de la centralisation financière que des contraintes de la dimension technique".

Il ne convient d'ailleurs pas non plus de se laisser enfermer dans les contraintes techniques, car "la technologie n'est pas neutre. Il est pratiquement impossible de séparer les conditions concrètes de l'innovation technologique dans le capitalisme de la structure des rapports sociaux qu'il entretient et développe". (P.127). Les autogestionnaires ne sauraient accepter l'idéologie du développement progressiste des forces productives considérées comme neutres.

Mais cette critique de l'idéologie industrielle ne peut déboucher sur la "nostalgie régressive d'un artisanat généralisé". Dans le but "d'inverser la technologie avancée et non de la refuser", P. ROSANVALLON suggère quelques pistes : - remise en cause des structures impliquant un travail parcellaire et répétitif - égalisation de l'information, non seulement par la diffusion du savoir technique, mais surtout en redonnant sa place au savoir produit par l'expérience - limitation de la dimension humaine des collectifs de travailleurs.... C'est là "le lieu peut-être le plus décisif pour l'avenir de l'autogestion dans l'entreprise" (P.131).

L'information dans l'entreprise, mais aussi dans l'ensemble de la société est considérée comme la clef de la démocratie. Que faut-il entendre par là ? "le pouvoir se nourrit d'informations utiles et il ne restitue, quand il y est contraint, que des informations brouillées par le langage spécialisé et rendues inassimilables dans leur volume". Socialiser l'information, c'est "démasquer le faux savoir spécialisé", c'est encore "socialiser les conditions de production de l'information" : "le droit de l'information ce n'est pas seulement le droit d'en recevoir et la capacité à la traiter c'est aussi le droit et la possibilité d'en produire" (P. 134).

C'est ainsi dans tous les domaines de la vie sociale qu'il faut "se réapproprier concrètement ce qui est devenu source d'aliénation et institution séparée".

Permettre les choix de société



Aujourd'hui seul un système mixte plan-marché peut permettre conjointement la coordination de l'économie et son adaptation à la réalité. "Le plan doit-être le moyen de choisir un modèle de développement, ce que ne peut permettre le marché qui

reste un moyen de régulation".

Il s'agit bien de choisir et non d'une quelconque soumission à une rationalité économique ; "car il n'y a jamais de rationalité économique objective; la rationalité économique doit toujours s'apprécier par rapport à la rationalité de la vie sociale qui n'est rien d'autre que la politique. Le plan ne peut donc être qu'un acte politique. Autogérer le plan, c'est le politiser, c'est subordonner la rationalité de ses méthodes d'élaboration à des choix de société".

P. ROSANVALLON insiste à ce sujet sur le fait que la propriété étant éclatée en un système de droits qui impliquent des collectivités différentes, "économie autogestionnaire et nécessairement contractuelle, tant en ce qui concerne la nature du marché qu'en ce qui concerne les procédures de planification".

Mais il ne convient pas de s'enfermer dans l'opposition centralisation/décentralisation. Un projet socialiste global postule un certain nombre de choix centralisés, ce qui ne veut pas dire centralisation du processus de décision. "Centraliser des choix, c'est les exprimer de manière globale et unifiée". La régulation démocratique de l'économie se fonde en revanche sur des mécanismes décentralisés avec toutefois la nécessité de certains mécanismes commandés du centre dans la mesure où l'on veut réduire des inégalités régionales.

L'importance c'est donc de permettre l'exercice démocratique des choix. Mais au niveau des choix peut-on opposer la logique des besoins à la logique du profit ? L'auteur montre dans sa conclusion les ambiguïtés de cette notion de besoins : "l'économie des besoins ne peut être qu'une économie de leur satisfaction, c'est-à-dire qu'une économie du bonheur. Or, la question du bonheur est trop importante pour être économique, elle n'est même pas totalement politique".

Il estime plus juste et plus opératoire de fonder le socialisme "sur une économie des rapports sociaux", la question des besoins n'étant que la traduction des diverses situations d'inégalité. "Un modèle de développement socialiste n'a aucun sens s'il n'est d'abord assis sur une vigoureuse politique de réduction des inégalités de revenus et de patrimoine" (P.171). "Le socialisme consiste justement à investir le besoin de différenciation sociale dans la vie culturelle en instituant une plus grande égalité économique".... "Au modèle uniformité sociologique/inégalités économiques, le socialisme oppose le modèle diversité culturelle/égalité économique".

Au terme de l'analyse de cette ouvrage dont nous recommandons vivement la lecture aux militants, on appréciera l'effort de P. ROSANVALLON pour ouvrir des pistes nouvelles à la réflexion et tout spécialement l'accent mis sur les problèmes de pouvoir trop souvent négligés dans les études sur le socialisme.

Michel BRANCIARD.

